



N° 230

URGENT

La Mission permanente de la Tunisie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des institutions spécialisées en Suisse présente ses compléments à l'Office du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (Service des procédures spéciales), et en référence à Sa Note Verbale du 19 avril 2022 relative à la Communication Conjointe OL TUN 4/2022, portant sur le projet de révision du décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011 relatif à l'organisation des associations en Tunisie, a l'honneur de Lui faire parvenir, ci-joint, la réponse des Autorités tunisiennes à cette Communication.

La Mission permanente saurait gré au Secrétariat de bien vouloir inclure cette réponse dans la documentation du Service des procédures spéciales concernant cette question, y compris celle qui sera soumise au Conseil des Droits de l'Homme.

La Mission permanente de la Tunisie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des institutions spécialisées en Suisse saisit cette occasion pour renouveler à l'Office du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (Service des procédures spéciales), les assurances de sa très haute considération.



Genève, le 22 juin 2022

Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
Service des procédures spéciales,
Palais Wilson, 52 Rue des Pâquis
CH-1201 Genève, Suisse.

Cc : M. le Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association.

Mme. la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression.

Mme. la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme.

Mme. la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste.

Réponse de l'État tunisien à la communication conjointe AL TUN 4/2022 du 19 avril 2022 émanant du bureau des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, adressée au Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, à la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, à la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains et à la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste

Comme suite à la communication du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'État tunisien a l'honneur de présenter ci-après les observations qui lui ont été demandées au sujet des remarques figurant dans la communication conjointe des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme relative au projet de révision du décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011 portant organisation des associations.

L'État tunisien s'efforce de consolider le système des droits de l'homme, notamment en adoptant diverses lois organiques garantissant les droits et libertés et en renforçant son engagement dans le système international et régional des droits de l'homme.

Ces efforts n'excluent pas la question du droit à la liberté d'association, qui a fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre de la transition démocratique et qui relève des droits civils et politiques, que l'État entend promouvoir en droit et dans la pratique.

Les organisations de la société civile ont joué un rôle clef dans la transition démocratique et les autorités s'efforcent de les associer au processus de réforme qu'elles ont entrepris le 25 juillet 2021 en vue de bâtir un État démocratique fondé sur la primauté du droit et des institutions.

Il convient de rappeler que la Tunisie fait partie du groupe principal qui a soumis au Conseil des droits de l'homme le projet de résolution sur l'espace accordé à la société civile, ainsi que des principaux auteurs de toutes les résolutions du Conseil relatives aux défenseurs des droits de l'homme, à la liberté d'expression et à la liberté d'association.

L'État tunisien présente ci-après ses réponses aux principaux points soulevés dans la communication conjointe.

1. Raisons pour lesquelles a été envisagée l'élaboration d'un projet de révision du décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011 portant organisation des associations

Les organisations à but non lucratif ne sont pas seulement celles que régit le décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011 portant organisation des associations. Bon nombre d'autres textes de loi réglementent diverses catégories d'associations et d'organisations, notamment :

- Les associations et universités sportives : la loi n° 1995-11 du 6 février 1995 relative aux structures sportives, la loi n° 1994-104 du 3 août 1994 portant organisation et développement de l'éducation physique et des activités sportives, et le décret-loi n° 2011-66 du 14 juillet 2011 modifiant et complétant la loi organique n° 1995-11 du 6 février 1995 relative aux structures sportives ;
- Les mutuelles : le décret du 18 février 1954 sur les sociétés mutualistes ;

- Les associations et groupements de développement agricole : la loi n° 1999-43 du 10 mai 1999 relative aux groupements de développement dans le secteur de l'agriculture et de la pêche ;
- Les organismes de microfinance : le décret-loi n° 117 du 23 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance ;
- Les associations de chasseurs : le Code forestier ;
- Les chambres de commerce et d'industrie : la loi n° 2006-75 du 30 novembre 2006 relative aux chambres de commerce et d'industrie ;
- Les associations relevant d'accords de siège et les associations professionnelles : le décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011 portant organisation des associations a abrogé la loi organique n° 1993-80 du 26 juillet 1993 relative à l'installation des organisations non gouvernementales en Tunisie, mais n'a pas réorganisé le secteur.

Le décret-loi n° 2011-88 comporte de nombreuses lacunes et imperfections, notamment :

Il ne régleme pas la composition ni les activités des filiales des associations tunisiennes, des organisations non gouvernementales (ONG) tunisiennes et étrangères et de leurs filiales, et des organismes tunisiens et étrangers d'intérêt public et de leurs filiales.

Les procédures de déclaration systématique prévues par le décret-loi n° 2011-88 ne sont pas compatibles avec les procédures et dispositifs de contrôle plus récents, alors que cela est nécessaire pour garantir que l'action associative n'est pas utilisée à des fins de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme ou de fraude fiscale, ni à des fins électorales, politiques ou personnelles.

C'est pourquoi il a été convenu avec les différentes composantes de la société civile, plus particulièrement depuis 2012, qu'il était nécessaire de réviser le décret-loi ou d'adopter une loi organique qui remédie aux irrégularités susmentionnées.

Le Groupe d'action financière (GAFI) a inscrit la Tunisie sur la liste noire des pays exposés aux risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, puis sur la liste grise des paradis fiscaux. Il ressortait du rapport du GAFI que ces risques provenaient principalement d'associations, de compagnies de commerce international non résidentes et des secteurs de l'immobilier, de l'or et de la justice, entre autres, et que les associations étaient la source de 20 % de ces risques.

Il s'est donc révélé nécessaire d'élaborer un plan visant à éliminer les irrégularités et les raisons de l'inscription sur les listes susmentionnées, ce qui a été fait notamment par les moyens suivants :

- L'adoption de la loi organique n° 2015-26 du 7 août 2015 relative à la lutte contre le terrorisme et à la répression du blanchiment d'argent, qui a ensuite été modifiée par la loi organique n° 2019-9 du 23 janvier 2019 ;
- L'adoption de la loi n° 2018-46 du 1^{er} août 2018 relative à la déclaration de patrimoine et d'intérêts, et à la lutte contre l'enrichissement illicite et les conflits d'intérêts ;
- L'adoption de la loi n° 2018-52 du 29 octobre 2018 relative au Registre national des entreprises ;
- L'adoption du décret gouvernemental n° 2019-54 du 21 janvier 2019 relatif aux modalités et critères d'établissement du bénéficiaire effectif ;
- La reconnaissance de la nécessité de revoir les dispositions du décret-loi réglementant les associations tout en veillant à ne pas porter atteinte au principe de la liberté de constitution des associations et à ne pas restreindre l'exercice de leurs activités.

Le décret-loi n° 2011-88 comporte en lui-même de nombreuses lacunes et imperfections, qu'ont relevées bon nombre de structures et composantes de la société civile, dont, à titre d'exemple :

- Il ne dispose pas que les associations doivent, conformément à leurs statuts, informer régulièrement le Secrétaire général du Gouvernement de leurs séances plénières

ordinaires, extraordinaires, électorales et exceptionnelles et de leurs rapports moraux et financiers, ce qui ne permet pas de savoir dans quelle mesure elles respectent leurs statuts et la législation en vigueur ;

- Il n'établit pas de procédures applicables à la constitution et aux activités de certaines personnes morales, telles que les ONG internationales tunisiennes ou étrangères et les organismes tunisiens ou étrangers d'intérêt public ;
- Il ne prévoit pas de dispositif efficace permettant de vérifier que les associations mènent des activités ordinaires qui correspondent à leur objet et de contrôler comment elles utilisent leurs ressources pour atteindre leurs objectifs autorisés ;
- Il y a des lacunes au niveau des mécanismes de contrôle préalable et postérieur, ce qui rend impossible le recensement des infractions, quelles qu'en soient les conséquences ;
- Le décret-loi ne prévoit pas que toute association doit inclure dans son dossier un document prouvant l'utilisation effective des locaux de son siège, afin qu'il ne s'agisse pas d'une adresse fallacieuse ou fictive, ce qui rendrait impossible la communication juridique avec l'association ;
- Il n'instaure pas de dispositif juridique destiné à assurer la transparence des flux financiers en provenance de Tunisie et de l'étranger, ce qui ouvre la voie à l'utilisation de fonds à des fins de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme, de soutien aux partis politiques ou aux listes électorales, ou de fraude fiscale, ou encore à des fins personnelles ;
- Il n'existe aucun dispositif juridique permettant à l'administration de savoir qu'une association n'a pas respecté l'obligation d'obtenir systématiquement une autorisation pour réviser ses statuts, recevoir des fonds étrangers ou utiliser des fonds dans des secteurs non autorisés ;
- Le décret-loi prévoit un système de sanctions progressives, dont la première est la mise en demeure (sanction administrative), assortie d'un délai d'un mois pour remise en conformité, la deuxième est la suspension d'activité (sanction judiciaire), pour une durée ne dépassant pas un mois, et la troisième la dissolution judiciaire. Ce système s'applique indifféremment aux associations qui commettent une infraction ordinaire et à celles qui blanchissent de l'argent, financent le terrorisme, financent des campagnes électorales, utilisent leurs ressources financières à des fins lucratives ou se livrent à la fraude fiscale.

Étant donné que le décret-loi ne prévoit pas de mécanisme de contrôle préalable et postérieur concernant la constitution des associations, leurs activités et leurs entrées et sorties d'argent, qu'il accuse d'autres lacunes, mentionnées ci-dessus, et qu'il n'est pas compatible avec les textes de loi de la plupart des États, ce que souhaitait une grande partie des composantes de la société civile, entre autres, une proposition de révision du décret-loi a été ébauchée dans un document administratif, avec l'objectif de pallier les irrégularités susmentionnées, et assortie d'une procédure à suivre, à savoir :

- Phase 1 : Présentation de la proposition de révision du décret-loi aux structures publiques, pour avis (puisque'il s'agit d'un document administratif et non législatif) ;
- Phase 2 : Compilation de tous les avis et établissement d'une version convenue du projet de révision du décret-loi ;
- Phase 3 : Présentation de la version convenue du projet de révision du décret-loi aux composantes de la société civile, pour discussions et avis ;
- Phase 4 : Présentation de la version finale du projet de révision du décret-loi pour examen, conformément aux dispositions légales en vigueur.

2. Garanties prévues dans le projet de révision du décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011 portant organisation des associations

L'État tunisien souligne que l'idée de réviser le décret-loi vise à rendre le travail des associations plus efficace et plus transparent, tout en respectant l'obligation absolue de ne porter atteinte en aucune manière à la liberté de former des associations, qui est un droit

garanti par la Constitution et par les conventions internationales principalement liées aux droits de l'homme que la République tunisienne a ratifiées. La preuve en est que, dans le projet de révision du décret-loi, il est maintenu que la formation des associations est soumise au principe de déclaration et non d'autorisation, contrairement à ce qui a été affirmé.

L'État tient également à souligner qu'à tous les stades de l'élaboration du projet de révision du décret-loi, les autorités ont veillé à respecter toutes les normes et règles applicables du droit international relatif aux droits de l'homme, en ce qui concerne les droits tant individuels que collectifs, en particulier la liberté d'opinion et d'expression, la liberté d'association, le droit de participer aux affaires politiques et le droit d'être protégé contre toute ingérence dans les affaires personnelles, tels que prévus dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il n'y a donc absolument aucune possibilité de restreindre la liberté de former des associations ou les activités de ces dernières.

De plus, la procédure décidée n'exclut aucunement la participation de la société civile et des associations à la rédaction du projet de révision du décret-loi. Elle prescrit en premier lieu la présentation de l'ébauche aux différentes structures publiques concernées en vue de l'établissement d'un document convenu, lequel est soumis à un avis plus large puisqu'il est ensuite présenté aux associations pour qu'elles donnent leur opinion et fassent des suggestions qui, l'État l'espère, seront constructives et contribueront à améliorer le texte qui s'appliquera à ces entités. Il n'y a donc aucun risque que le nouveau document soit promulgué sans que les composantes de la société civile aient été associées à son élaboration, ce qui est conforme à l'esprit de l'article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

3. Craintes relatives à la compatibilité du projet de révision du décret-loi avec le droit international des droits de l'homme

Comme indiqué précédemment, il a été tenu compte, dans le projet de révision du décret-loi n° 2011-88 portant organisation des associations, de la nécessité de respecter les règles juridiques et les lois en vigueur. À cet égard, l'État tunisien présente ci-après ses réponses aux divers points soulevés par les rapporteurs spéciaux du Conseil des droits de l'homme :

- Les rapporteurs spéciaux se sont déclarés préoccupés par **l'article 4**, qui interdit aux associations de menacer l'unité de l'État ou son régime républicain et démocratique, disant craindre que cette interdiction soit utilisée pour restreindre la liberté de former des associations et intervenir dans leurs activités, en particulier en ce qui concerne les associations qui défendent les minorités ou les femmes et celles qui expriment des opinions politiques. En réalité, cette disposition s'inscrit dans le prolongement de la législation en vigueur, laquelle consacre d'une part l'unité de l'État et son régime républicain, ce qui n'est pas contraire aux lois et coutumes internationales, qui mettent l'accent sur le respect de la souveraineté des États, et d'autre part le respect par l'État des droits humains individuels et collectifs, conformément à l'article 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. De plus, la formulation de l'article traduit clairement la nécessité de respecter les règles de l'ordre public et les droits d'autrui, comme l'exige le Pacte.
- **En ce qui concerne les fonds étrangers**, ils demeurent l'une des ressources les plus importantes des associations, ce que reconnaît expressément le décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011. Le financement étranger provenant d'États, d'institutions, d'organisations et d'organismes régionaux et internationaux peut être accordé directement aux associations, sans qu'il faille passer par les structures publiques, ou dans le cadre d'accords de coopération internationale ou de plans-cadres de coopération conclus entre l'État tunisien et les donateurs pour le financement de programmes qui fusionnent des projets ou des activités dont l'exécution est confiée en tout ou en partie à certaines associations, qui bénéficient en échange de fonds déboursés à leur service, selon les modalités prévues dans les accords.

Si le financement étranger apparaît essentiellement comme positif, du fait qu'il renforce le rôle des associations et les aide à atteindre leurs objectifs et à exécuter leurs programmes et projets, il n'en est pas moins devenu l'un des problèmes les plus épineux et les plus complexes auxquels les États se heurtent. La difficulté se pose plus

particulièrement au niveau des dispositifs de contrôle, qui sont toujours insuffisants et qui ne sont pas aussi efficaces qu'il le faut pour consolider le système de contrôle postérieur, qui intervient une fois les fonds étrangers reçus. Ces lacunes ouvrent grand la voie à des utilisations abusives des fonds étrangers et, par conséquent, à la fraude, au détournement de fonds, au blanchiment d'argent, au financement du terrorisme et à l'usage à des fins politiques, c'est-à-dire à l'utilisation illégale.

Il était donc nécessaire de réfléchir à mettre en place un dispositif de régulation des financements étrangers, pour favoriser leur utilisation efficace et transparente, d'où l'imposition d'obtenir l'approbation préalable de la Commission tunisienne des analyses financières comme mesure préventive contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et l'utilisation de fonds à des fins non autorisées. Ce dispositif relève pleinement de la compétence de la Commission et des structures de contrôle des banques, qui reçoivent les déclarations relatives aux opérations financières et disposent de personnel autorisé par la loi à analyser les transactions et à en déterminer les mécanismes.

Cela étant, le projet de révision du décret-loi n'a jamais compris de disposition interdisant ou plafonnant le financement étranger. Au contraire, il introduit de nouveaux dispositifs destinés à améliorer et à simplifier les procédures, en tirant parti de l'expérience de nombreux États du monde.

- **En ce qui concerne la publication d'informations sur les financements étrangers et le droit de publier des rapports, des informations et des sondages d'opinion et d'éditer des publications dans le cadre de l'intégrité, du professionnalisme et des exigences juridiques et scientifiques requises**, les rapporteurs spéciaux estiment que l'article 41 du projet de révision constitue une restriction à la liberté d'association, du fait qu'il impose la publication des données concernant les aides, dons et donations d'origine étrangère et l'indication de leur source, leur valeur et leur objet dans l'un des médias écrits et sur le site électronique de l'association. Toutefois, si l'on examine bien cet article, on constate qu'il reprend le libellé du décret-loi, mais avec plus de précision et de transparence, le but étant de faire respecter le droit du public et des personnes qui entrent en contact avec une association d'avoir connaissance de certaines données. La publication des informations en question ne posera aucun problème aux associations qui travaillent conformément aux principes de bonne gouvernance et de transparence et ne représentera pas une charge financière, le coût de diffusion et de notification des informations requises étant peu élevé par rapport aux ressources financières dont disposent les associations.

Quant à l'obligation de respecter les critères d'intégrité et de professionnalisme et les exigences juridiques et scientifiques dans le cadre de la publication des rapports, des informations et des sondages d'opinion et de l'édition des publications, elle ne constitue en aucun cas une restriction à la liberté des associations. Au contraire, elle permet à celles-ci de s'assurer qu'elles ne commettent pas d'irrégularités et qu'elles ne publient pas des informations de manière illégale, ce qui les exposerait à de nombreuses conséquences judiciaires et pénales.

- **En ce qui concerne la constitution d'associations, de réseaux d'associations et de filiales d'associations étrangères**, comme indiqué précédemment, elle est soumise au principe de déclaration et non d'autorisation, principe qui est indiscutable, comme on peut le voir dans l'ensemble des articles du projet de révision du décret-loi n° 2011-88.

La constitution de filiales d'associations étrangères demeure un droit garanti ; il a vocation à être réglementé, comme c'est le cas dans de nombreux pays, mais continuera de s'exercer librement, sans préjudice d'aucune liberté. L'objectif de la révision du décret-loi est essentiellement de faire en sorte que des mécanismes efficaces de contrôle préalable et postérieur puissent suivre le rythme auquel les associations sont créées selon le système de déclaration.

- **En ce qui concerne la dissolution des associations**, il apparaît que la plupart des lois régissant les associations dans les régimes démocratiques prévoient la dissolution judiciaire des associations et organisations qui commettent des infractions. L'instauration de ce type de sanction s'impose par l'effet de la loi, mais est aussi pour les associations la garantie de pouvoir se défendre devant la justice. En outre, le nouveau texte maintient le système de sanctions progressives, qui accorde aux associations un délai raisonnable pour remédier à leurs manquements. Il convient de souligner que le projet de révision du décret-loi n'a jamais contenu de dispositions relatives à la dissolution susceptibles de porter atteinte à la liberté des associations ou de leurs dirigeants ; au contraire, il confie la question à la justice et accorde aux associations le droit de faire appel à tous les stades des procédures, ce qui est compatible avec les instruments internationaux, en particulier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
- **En ce qui concerne l'exigence de notification des modifications apportées aux statuts d'une association ou à ses structures dirigeantes et des cas de vacances résultant de l'un des motifs d'extinction de la qualité de membre**, l'obligation d'information concernant les changements qui ont lieu dans les associations est essentiellement liée au principe de transparence et facilite le suivi des activités des associations, au regard de leur dénomination et de leurs objectifs autorisés, ainsi que de leurs dirigeants, le tout dans le cadre de la loi. La modification proposée du libellé de l'article 16 du décret-loi est conforme aux dispositions de la loi organique n° 2018-52 du 29 octobre 2018 relative au Registre national des entreprises, qui oblige les associations à communiquer des informations sur tous les points susmentionnés et qui est conforme aux recommandations du Forum mondial sur la transparence.

Il n'est pas justifié de considérer que l'obligation de présenter les rapports mentionnés à l'article 16 représente une charge administrative lourde pour les associations, étant donné que celles-ci sont toujours tenues de conserver ces documents pendant dix ans ; les fournir à l'administration peut plutôt faciliter les procédures de contrôle et épargner aux associations les contrôles postérieurs qui sont autrement nécessaires.

- **En ce qui concerne le soutien aux partis politiques et l'engagement politique des fondateurs et des dirigeants d'associations :**

Il n'y a pas lieu d'estimer que le libellé des articles 4 et 9 du projet de révision du décret-loi n'est pas précis. La législation tunisienne accorde expressément à toute personne qui le désire le droit de s'engager dans une activité politique en formant un parti politique ou en y adhérant, sans restriction ni condition, de même qu'elle donne à toute personne qui souhaite s'engager dans une activité civile le droit absolu de former une association ou d'y adhérer. Les dispositions susmentionnées ont été adoptées pour empêcher que les associations ou leurs ressources financières soient utilisées pour mener des campagnes électorales, au service de partis ou de personnalités indépendantes, et donc à des fins politiques. En revanche, cela n'empêche pas les associations d'exprimer des opinions sur les affaires politiques ni de participer à la mise en œuvre de politiques publiques, conformément au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

- **Au sujet des transactions financières**, l'article 38 du projet de révision augmente le plafond applicable aux entrées et sorties d'argent des associations : alors que le décret-loi exige que les transactions de plus de 500 dinars soient effectuées par virement bancaire ou postal, le nouveau texte prévoit d'imposer ces modalités aux transactions dont la valeur dépasse 1 000 dinars, ce qui est en soi un avantage pour les associations.

En outre, le maintien de cette obligation est l'un des plus importants piliers de la consolidation des règles de bonne conduite financière des associations, et il garantit que les fonds des associations ne sont pas exploités à des fins illégales de quelque nature que ce soit.



إجابة الدولة التونسية حول البلاغ المشترك "AL TUN 4/2022"
المؤرخ في 19 أفريل 2022 والصادر عن مكتب الإجراءات الخاصة
بمجلس حقوق الإنسان

إلى

السيدات والسادة

المقرّر الخاص المعني بالحق في التجمّع السلمي وتكوين الجمعيات
والمقرّرة الخاصة المعنية بتعزيز وحماية الحق في حرية الرأي والتعبير
والمقرّرة الخاصة المعنية بحالة المدافعين عن حقوق الإنسان
والمقرّرة الخاصة المعنية بتعزيز وحماية حقوق الإنسان والحريات الأساسية في سياق
مكافحة الإرهاب.

تبعا للمراسلة الصادرة عن المفوضية السامية لحقوق الإنسان حول طلب تقديم ملاحظات
الدولة التونسية بخصوص ما ورد في البلاغ المشترك الصادر عن الإجراءات الخاصة لمجلس حقوق
الإنسان والمتعلقة بفحوى مشروع تنقيح المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011
المتعلّق بتنظيم الجمعيات، تشرف الدولة التونسية بتقديم الملاحظات الآتي ذكرها:
تعملُ الدولة التونسية على تعزيز منظومة حقوق الإنسان، وتكرّس ذلك خاصة عبر إصدار عدد
من القوانين الأساسية الضامنة للحقوق والحريات وعبر تدعيم مسار الانخراط في المنظومة الدولية
والإقليمية لحقوق الإنسان.

ولا تستثني من ذلك مسألة الحق في تكوين الجمعيات التي حظيت باهتمام خاص في ظلّ مسار
الانتقال الديمقراطي ودعمًا للحقوق المدنية والسياسية تشريعا وممارسة.

وقد لعبت منظمات المجتمع المدني دوراً أساسياً في عملية الانتقال الديمقراطي كما تسعى الدولة إلى تشريكها في المسار الإصلاحي الذي إنطلق يوم 25 جويلية 2021 لبناء دولة ديمقراطية تركز على علوية القانون والمؤسسات.

ويجدر التذكير إلى أن تونس تنتهي إلى مجموعة النواة التي تقدم القرار المتعلق بالحيز المتاح للمجتمع المدني إلى مجالس حقوق الإنسان كما أنها من الرعاة الأساسيين لجميع قرارات مجلس حقوق الإنسان ذات الصلة بالمدافعين عن حقوق الإنسان وحرية التعبير وتنظيم الجمعيات. وإجابة على أهم النقاط الواردة ضمن البلاغ المشترك، نُورد ما يلي:

1- أسباب التفكير في إعداد مسودة مقترح لتنقيح المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24

سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات:

لا تقتصر المنظمات غير الهادفة للربح على الجمعيات التي ينظمها المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات فحسب، وإنما تتجاوزه إلى عديد النصوص القانونية الخاصة الأخرى التي تنظم عديد الأصناف من هذه الجمعيات والمنظمات على غرار:

*الجمعيات والجامعات الرياضية: القانون عدد 11 لسنة 1995 مؤرخ في 6 فيفري 1995 يتعلق بالهياكل الرياضية: القانون عدد 104 لسنة 1994 مؤرخ في 3 اوت 1994 يتعلق بتنظيم وتطوير التربية البدنية والانشطة الرياضية والمرسوم عدد 66 لسنة 2011 مؤرخ في 14 جويلية 2011 يتعلق بتنقيح وإتمام القانون الأساسي عدد 11 لسنة 1995 المؤرخ في 6 فيفري 1995 المتعلق بالهياكل الرياضية.

*الجمعيات التعاونية: الأمر العلي المؤرخ في 18 فيفري 1954 المتعلق بتنظيم التعاونيات؛

*جمعيات مجامع التنمية الفلاحية: القانون عدد 43 لسنة 1999 المؤرخ في 10 ماي 1999 المتعلق

بمجامع التنمية في قطاع الفلاحة والصيد البحري؛

*جمعيات التمويل الصغير: المرسوم عدد 117 المؤرخ في 23 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط

مؤسسات التمويل الصغير؛

*جمعيات الصيادين: مجلة الغابات؛

*غرف التجارة والصناعة: القانون عدد 75 لسنة 2006 المؤرخ في 30 نوفمبر 2006 المتعلق بغرف التجارة والصناعة.

*الجمعيات المنتسبة بمقتضى اتفاقيات المقر؛

*الجمعيات المهنية.

ألغى المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات القانون الأساسي عدد 80 المؤرخ في 26 جويلية 1993 المتعلق بانتصاب المنظمات غير الحكومية بالبلاد التونسية دون أن يعيد تنظيمه.

يشوب المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات عديد الثغرات والنقائص التي من بينها:

عدم تنظيم تكوين ونشاط فروع الجمعيات الوطنية والمنظمات غير الحكومية الوطنية والأجنبية وفروعها ومؤسسات النفع العام الوطنية والأجنبية وفروعها.

عدم التوازي بين إجراءات نظام التصريح المطلق بالمرسوم عدد 88 لسنة 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات وإجراءات وآليات الرقابة اللاحقة وذلك لضمان عدم استغلال العمل الجمعياتي في مآرب تبييض الأموال وتمويل الإرهاب واستغلاله لغايات انتخابية وسياسية أو استعماله كملاذ ضريبي أو لغايات شخصية.

وهو ما أدى سابقا وتحديدا منذ سنة 2012 إلى الاتفاق، مع مختلف مكونات المجتمع المدني، على ضرورة تنقيحه أو صدور قانون أساسي يراعي الإخلالات المذكورة أعلاه.

وحيث تم تصنيف تونس من طرف مجموعة العمل المالي (GAFI) ضمن القوائم السوداء للدول المعرضة لمخاطر غسل الأموال وتمويل الإرهاب، ثم تصنيفها لاحقا ضمن القوائم الرمادية للملاذات الضريبية، علما وأن تقرير مجموعة العمل المالي كشف أن تلك المخاطر كانت تتأتى أساسا من الجمعيات وشركات التجارة الدولية غير المقيمة والقطاع العقاري وقطاع الذهب وقطاع الحمامة... إلخ، واعتبر أن المخاطر المتأتية من الجمعيات تمثل نسبة 20% من مجموع كل مصادر تلك المخاطر.

وقد اقتضت الضرورة أنذاك العمل على وضع خطة لإزالة المخالفات والأسباب التي آلت إلى التصنيف والتي من بينها:

* صدور القانون الأساسي عدد 26 لسنة 2015 المؤرخ في 7 أوت 2015 المتعلق بمكافحة الإرهاب
ومنع غسل الأموال المنقح بالقانون الأساسي عدد 9 لسنة 2019 المؤرخ في 23 جانفي 2019
* صدور القانون عدد 46 لسنة 2018 المؤرخ في 1 أوت 2018 المتعلق بالتصريح بالمكاسب
والمصالح وبمكافحة الإثراء غير المشروع وتضارب المصالح.
* صدور القانون عدد 52 لسنة 2018 المؤرخ في 29 أكتوبر 2018 المتعلق بالسجل الوطني
للمؤسسات.
* صدور الأمر الحكومي عدد 54 لسنة 2019 المؤرخ في 21 جانفي 2019 المتعلق بضبط آليات
ومعايير تحديد المستفيد الحقيقي.
* ضرورة مراجعة أحكام المرسوم المنظم للجمعيات مع التقيد بعدم المساس بمبدأ الحرية في
تكوين الجمعيات وبعدم التضييق على ممارستها لأنشطتها.
كما أن المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات في حد ذاته يحتوي على العديد
من الثغرات والنقائص التي وقع إثارتها من طرف العديد من الهياكل ومكونات المجتمع المدني والتي نذكر
من بينها على سبيل الذكر لا الحصر ما يلي:
* عدم التنصيص على ضرورة إعلام الكاتب العام للحكومة بالتغييرات التي تطرأ على الهياكل
المسيرة للجمعيات وبالتالي عدم معرفة المسيرين بعد مرحلة التأسيس.
* عدم التنصيص على ضرورة إعلام الكاتب العام للحكومة بالجلسات العامة العادية والخاصة
للعادة والانتخابية والاستثنائية والتقارير الأدبية والمالية بصفة دورية وفقا لأنظمتها الأساسية، وهو ما
يؤدي إلى عدم معرفة مدى التزام الجمعيات بأنظمتها الأساسية المصرح بها وبالتشريع الجاري به العمل.
* عدم التنصيص على إجراءات تكوين ونشاط بعض الدوات المعنوية على غرار المنظمات الدولية
غير الحكومية الوطنية أو الأجنبية أو مؤسسات النفع العام الوطنية أو الأجنبية.
* عدم التنصيص على آليات ناجعة لمتابعة النشاط العادي للجمعيات وفق موضوعها وصرف
مواردها على تحقيق أهدافها المصرح بها.
* قصور على مستوى آليات الرقابة القبلية والبعديّة مما يستحال معه تحديد المخالفات مهما
كانت حساباتها.

*عدم التنصيص على ضرورة احتواء ملف الجمعية على وثيقة تثبت الاستغلال الفعلي لمقر الجمعية حتى لا يكون عنوانا وهميا أو صوريا مما يستحال معه التواصل القانوني مع الجمعية.

*عدم التنصيص على آليات قانونية لضمان الشفافية المالية على التدفقات المالية المتأتية من الداخل والخارج الشيء الذي قد يؤدي إلى استغلالها في تبييض الأموال أو تمويل الإرهاب أو دعم أحزاب سياسية أو قوائم انتخابية أو التهرب الضريبي واستعمالها في أغراض شخصية.

*عدم وجود آليات قانونية تمكن الإدارة من معرفة الجمعيات التي لم تقم باحترام وجوبية التصريح التلقائي عند تنقيح أنظمتها الأساسية أو عند حصولها على تمويلات أجنبية أو صرف أموالها في مجالات غير مشروعة.

*اعتماد المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات على نظام التدرج في العقوبة من التنبيه (عقوبة إدارية) والإمهال بشهر إلى طلب تعليق النشاط (عقوبة قضائية) مع الإمهال بشهر ثم المرور إلى طلب الحل القضائي وهو ما يساوي في اتخاذ العقوبات، وفقا للفصل 45 من المرسوم المتعلق بتنظيم الجمعيات، بين الجمعيات التي ترتكب مخالفات عادية وبين الجمعيات التي تعمل على تبييض الأموال أو تمويل الإرهاب أو تمويل حملات انتخابية أو التي تستعمل مواردها المالية في الأغراض الربحية والتهرب الضريبي.

وحيث يفتقر المرسوم سالف الذكر لآليات الرقابة القبلية والبعديّة على مستوى تكوين ونشاط الجمعيات ومواردها المالية دخلا وصرفا فضلا عن النقائص الأخرى المذكورة أعلاه وعدم مواكبته لعدد التشريعات القانونية بأغلب الدول، والتي كانت مطلب جزء كبير من مكونات المجتمع المدني وغيرها، تم إعداد وثيقة إدارية في شكل مسودة لإقتراح تنقيح المرسوم المنظم للجمعيات لتفادي الإخلالات المذكورة أعلاه حدّد لها التمشي التالي:

*المرحلة الأولى: عرض مسودة مقترح مشروع تنقيح المرسوم (على أساس أنه عمل إداري وليس عملا تشريعيا) على الهياكل العمومية لإبداء الرأي.

*المرحلة الثانية: تجميع كل الآراء وإعداد صيغة متفق عليها لمسودة مقترح مشروع تنقيح المرسوم.

*المرحلة الثالثة: عرض مشروع الصيغة المتفق عليها لمسودة مقترح مشروع تنقيح المرسوم على مكونات المجتمع المدني للنقاش وإبداء الرأي.

*المرحلة الرابعة: عرض النسخة النهائية لمسودة مقترح مشروع تنقيح المرسوم للنظر فيها وفقا للتراتب القانوني الجاري بها العمل.

2- الضمانات المتوفرة في مسودة مقترح تنقيح المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24

سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات:

تؤكد الدولة التونسية على أنّ فكرة تنقيح المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات جاءت لإضفاء مزيد من النجاعة والشفافية على العمل الجمعياتي مع الإلتزام المطلق بعدم المساس بأي حال من الحرية في تكوين الجمعيات باعتبارها حقا مكفولا بالدستور وبالإتفاقيات الدولية المصادق عليها من طرف الجمهورية التونسية والمرتبطة أساسا بحقوق الإنسان، وهو ما يتأكد من خلال المحافظة ضمن مسودة مقترح مشروع تنقيح المرسوم على أن تكوين الجمعيات يخضع لمبدأ التصريح وليس الترخيص عكس ما تمت الإشارة إليه.

كما يهمننا الإشارة والتأكيد على أنّه تمّ الحرص في كافة مراحل إعداد مسودة مقترح مشروع تنقيح المرسوم سالف الذكر، على احترام كل المعايير والضوابط المطبقة في مادة القانون الدولي المتعلق بالحقوق الإنسانية سواء كانت فردية أو جماعية وخاصة حرية الرأي والتعبير وحرية تكوين الجمعيات وحق المواطن في المشاركة في الشؤون السياسية وفي حمايته من التدخل في شؤونه الخاصة مثلما ينص على ذلك العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية وبالتالي فلا مجال مطلقا للتضييق على حرية تكوين الجمعيات أو تقييد نشاطها.

كما نفيديكم بأن التمشي الذي وقع اعتماده لم ينف أصلا مشاركة المجتمع المدني والجمعيات في صياغة مسودة مقترح مشروع تنقيح المرسوم باعتبار وأن المبدأ يقتضي أولا عرض المسودة على مختلف الهياكل العمومية المتداخلة لإعداد وثيقة متفق عليها، وهو مجال أوسع للأخذ بالرأي الآخر، تعرض لاحقا على الجمعيات لإبداء الرأي فيها وتقديم مقترحاتها التي نرجو أن تكون إيجابية وتساهم في تحسين النص القانوني المنطبق على الجمعيات، وبالتالي فإنه لا مجال لإصدار هذا النص الجديد دون تشريك مكونات المجتمع المدني فيه وهو ما يستجيب مع روح الفصل 25 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية.

3- بخصوص التحوّفات المتعلقة بتطابق مشروع تنقيح المرسوم المنظم للجمعيات مع

القوانين الدولية المتعلقة بالحقوق الإنسانية:

مثلما سبق وأشرنا، فإنّ مسودة مقترح مشروع تنقيح المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات قد أخذت بعين الإعتبار ضرورة احترام سلم القواعد القانونية والتشريعات الجاري بها العمل، وفي هذا الإطار يمكن إجابة الإجراءات الخاصة لمجلس حقوق الإنسان على جميع النقاط التي أثارها كما يلي:

* بالنسبة للفصل 4 الذي حجر على الجمعيات تهديد وحدة الدولة أو نظامها الجمهوري والديمقراطي والذي أثار تخوفات الإجراءات الخاصة لمجلس حقوق الإنسان من استعمال هذا التحجير للمس من حرية تكوين الجمعيات والتدخل في نشاطها وخاصة الجمعيات التي تدافع عن الأقليات أو عن المرأة أو التي لها آراء سياسية، نفيديكم بأن هذا التنصيص جاء تكريسا للتشريع الجاري به العمل الذي يؤكد على وحدة الدولة وعلى نظامها الجمهوري وهو ما لا يتنافى مع القوانين والأعراف الدولية التي ما فتئت تؤكد على احترام سيادة الدول مع ضمانها لاحتزام حقوق الإنسان الفردية والجماعية مما يتطابق مع الفصل 22 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، كما أن هذه الصياغة تترجم بوضوح ضرورة التقيد بقواعد النظام العام واحترام حقوق الآخرين وهو ما يتطابق مع مقتضيات العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية.

* بالنسبة للتمويل الأجنبي: يبقى التمويل الأجنبي أحد أهم موارد الجمعيات طبقا لما أقره صراحة المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات، ويتأتى التمويل الأجنبي من دول ومؤسسات ومنظمات وهيئات إقليمية ودولية من خلال توجيه الدعم المباشر للجمعيات دون المرور بالهيكل العمومية أو في إطار اتفاقيات تعاون دولي أو مخططات إيطارية للتعاون مبرمة بين الدولة التونسية والجهات المانحة لتمويل برامج تنصهر ضمنها مشاريع أو أنشطة يُعهد تنفيذها كليا أو جزئيا لجمعيات معيّنة مقابل حصولها على مبالغ مالية تصرف لها من قبل الممول وفق مقتضيات الاتفاقيات المذكورة.

ورغم ما يبدو في الظاهر من إيجابية التمويل الأجنبي على مستوى تدعيم دور الجمعيات ومساعدتها على تحقيق أهدافها وتنفيذ برامجها ومشاريعها، فإن ذلك لا ينبغي أنه أصبح يمثل إحدى أهم

القضايا الشائكة والصعبة التي تعترض الدول. وتكمن هذه الصعوبة على وجه الخصوص على مستوى آليات الرقابة التي تبقى دائما منقوصة ومفتقدة للنجاعة المطلوبة في ظل تكريس نظام الرقابة البعدية أي بعد حصول الجمعيات على التمويل الأجنبي وهو ما قد يؤدي إلى سوء استعمال هذه الأموال الشيء الذي قد يفتح الباب على مصراعيه للتحويل والاختلاس وتبييض الأموال وتمويل الإرهاب وخدمة أغراض سياسية وبالتالي استغلاله في غايات غير شرعية.

وبالتالي كان من الضروري التفكير في آلية لتنظيم التمويل الأجنبي وإضفاء الجدوى والشفافية عليه من خلال اشتراط الموافقة المسبقة من اللجنة التونسية للتحليل المالية وذلك كإجراء وقائي لمنع تبييض الأموال وتمويل الإرهاب أو إستعماله في غير الأوجه التي منح من أجلها، وهو يعدّ إجراء من صميم اختصاص اللجنة التونسية للتحليل المالية وهيكل الامتثال بالبنوك باعتبارها مركزا لتلقي التصاريح بالعمليات المالية لتحليلها وتحديد مآلاتها والتي يقوم بها المصرحون الذين حددهم القانون. ورغم ذلك فإن مشروع تنقيح المرسوم لم يتضمن إطلاقا منع التمويل الأجنبي أو تحديد سقف له بل على العكس أضاف آليات جديدة لتصحيح وتبسيط إجراءاته استنادا على تجارب العديد من الدول في العالم.

*مسألة نشر المعلومات حول التمويلات الأجنبية وحق نشر التقارير والمعلومات واستطلاعات الرأي وطبع المنشورات في إطار النزاهة والحرفية والضوابط القانونية والعلمية المستوجبة: اعتبرت الإجراءات الخاصة لمجلس حقوق الإنسان أن الفصل 41 من مسودة مشروع التنقيح كان مجحفا من خلال فرض نشر المساعدات والتبرعات والهبات الأجنبية وذكر مصدرها وقيمتها وموضوعها بإحدى وسائل الإعلام المكتوبة وبالموقع الإلكتروني للجمعية وهو ما يمثل تضيقا على حرية الجمعيات. ولكن بالتمعن في هذا الفصل نلاحظ أنه حافظ على الصياغة القديمة للمرسوم مع مزيد توضيحه وإضفاء مزيد من الشفافية عليه لأن حق العموم والمتعاملين مع الجمعية يقتضي نشر تلك المعطيات وهو ما لا يثير أي إشكاليات بالنسبة للجمعيات التي تعمل وفقا لمبادئ الحوكمة الرشيدة والشفافية، كما أن تكاليف هذه الإعلامات لا تمثل عبئا ماليا بالنسبة للجمعيات باعتبار وأن نشر التمويلات الأجنبية وإعلام بذلك لا يكلف الجمعيات مصاريف باهضة مقارنة بالموارد المالية المتاحة لها.

كما أن اشتراط عناصر النزاهة والحرفية والضوابط القانونية والعلمية المستوجبة عند نشر التقارير والمعلومات واستطلاعات الرأي وطبع المنشورات لا يمثل بأي حال تضييقا على حرية الجمعيات بل على العكس من ذلك فهو يمثل ضمانا لها حتى لا ترتكب مخالفات أو تنشر معلومات مخالفة للقانون قد تؤدي بها إلى عديد التبعات القضائية والجزائية.

* بالنسبة لمسألة تكوين الجمعيات وشبكات الجمعيات والجمعيات الأجنبية: مثلما سبق وتمت الإشارة إليه فإن المبدأ في تكوين الجمعيات وشبكات الجمعيات وفروع الجمعيات الأجنبية هو نظام التصريح وليس الترخيص وهو مبدأ لا تراجع فيه وهو ما يتبين من خلال جميع فصول مسودة مقترح مشروع تنقيح المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات.

كما أن تكوين فروع الجمعيات الأجنبية بقي حقا مكفولا وقع تنظيمه على غرار ما هو معمول به في عديد الدول الأخرى وبقي محافظا على طابعه التحرري دون مساس بأي حرية، وعليه فإن الغاية من مراجعة المرسوم هي بالأساس إضفاء الملاءمة اللازمة بين سرعة تأسيس الجمعيات وفقا لنظام التصريح وآليات الرقابة القبلية والبعديّة الناجعة.

* بالنسبة لمسألة حل الجمعيات: بالرجوع إلى أغلب القوانين المنظمة للجمعيات في الأنظمة الديمقراطية، نجد أنها قد تعرضت للحل القضائي للجمعيات والمنظمات المرتكبة لمخالفات باعتبار وأن تكريس هذا النوع من العقوبة هو أمر مفروض بقوة القانون من ناحية ويمثل من ناحية أخرى ضمانا للجمعيات للدفاع عن نفسها أمام القضاء، وإضافة إلى ذلك بقي النص الجديد محافظا على مبدأ التدرج في العقوبة مانحا للجمعيات المرتكبة لمخالفات آجالا معقولة لتجاوز مخالفاتها، كما نؤكد على أن مشروع مقترح تنقيح المرسوم لم يتضمن مطلقا أحكاما في الحل قد تمس من حرية الجمعيات أو مسيرها بل بالعكس أوكل المسألة للسلطة القضائية مع منح الجمعيات حق الطعن في جميع درجات التقاضي وهو ما لا يتنافى مع المواثيق الدولية وخاصة العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية.

* مسألة الإعلام عن تنقيح الأنظمة الأساسية والتغييرات الطارئة على الهياكل المسيرة وسد الشغورات الناتجة عن أحد أسباب فقدان العضوية: إن الإعلام بما يطرأ على الجمعيات من تغييرات هو أمر ضروري مرتبط بالأساس بمبدأ الشفافية ويسهل متابعة أنشطة الجمعيات وفقا لتسمياتها وأهدافها المصرح بهم وللأشخاص المسيرين لها أيضا وكل ذلك في إطار القانون. كما أن إعادة صياغة

الفصل 16 من المرسوم المتعلق بتنظيم الجمعيات بهذه الطريقة جاء متلائما مع أحكام القانون الأساسي عدد 52 لسنة 2018 المؤرخ في 29 أكتوبر 2018 المتعلق بالسجل الوطني للمؤسسات الذي أوجب على الجمعيات الإعلام بكل ما سبق ذكره، علما وأن هذا القانون الأساسي جاء تبعا لتوصيات المنتدى العالمي للشفافية.

كما أن اعتبار ضرورة تقديم التقارير المنصوص عليها بالفصل 16 ثقلا إداريا كبيرا على الجمعيات، يبقى في غير محله باعتبار وأن الجمعيات تبقى دائما مطالبة بمسك تلك التقارير والاحتفاظ بها لمدة عشر (10) سنوات وبالتالي فإن موافاة الإدارة بها من شأنه أن يسهل عملية الرقابة ويقي الجمعيات من تتبعات بعدية هي في غنى عنها.

*مسألة دعم الأحزاب السياسية والمشاركة السياسية لمؤسسي ومسيري الجمعيات:

إن اعتبار صياغة الفصلين 4 و9 من مشروع مقترح تنقيح المرسوم غير دقيقة يكون في غير محله باعتبار وأن القوانين التونسية منحت صراحة الحق لمن يريد القيام بنشاط سياسي بتكوين حزب سياسي أو الانضمام إليه دون قيد أو شرط في حين أعطت الحق لمن يريد القيام بنشاط مدني الحق المطلق في تكوين جمعية أو الانضمام إليها. وقد جاء هذا التنصيص للنأي بالجمعيات عن استغلالها واستغلال تمويلاتها للقيام بحملات انتخابية سواء كانت حزبية أو مستقلة وذلك لغايات سياسية، علما وأن ذلك لم يمنع الجمعيات من التعبير عن آرائها في الشأن السياسي أو المشاركة في السياسات العامة مثلما يضبطه العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية.

*مسألة المعاملات المالية: قام الفصل 38 من مسودة مقترح مشروع التنقيح بالترفيف في سقف المعاملات المالية دخلا وصرفا التي تقوم بها الجمعيات، فبعد أن أوجب النص القديم أن تتم تلك المعاملات بواسطة تحويلات بنكية أو بريدية في ما يتجاوز 500 دينار، جاء النص الجديد ليرفع فيها إلى مبلغ ألف (1000) دينار وهو ما يعتبر في حد ذاته مكسبا للجمعيات.

كما أن تكريس هذا الشرط يمثل إحدى أهم الدعائم لتكريس قواعد التصرف المالي السليم للجمعيات ويضمن أيضا عدم استغلال أموال الجمعيات في غايات غير شرعية مهما كان نوعها.